

L'Église québécoise et les Églises de langue française du Canada

Robert Choquette

Numéro 9, 1999

Les relations entre le Québec et la francophonie nord-américaine

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1004966ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1004966ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa
Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1183-2487 (imprimé)

1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Choquette, R. (1999). L'Église québécoise et les Églises de langue française du Canada. *Francophonies d'Amérique*, (9), 169–181.
<https://doi.org/10.7202/1004966ar>

L'ÉGLISE QUÉBÉCOISE ET LES ÉGLISES
DE LANGUE FRANÇAISE DU CANADA

Robert Choquette
Département d'études anciennes et de sciences des religions
Université d'Ottawa

Introduction

Après un quart de siècle de régionalismes souvent exacerbés de nombri-
lisme, certains des universitaires qui étudient et écrivent sur le Canada ou ses
composantes pourraient être sur le point de redécouvrir l'ensemble du pays
dans ses nombreuses incarnations. Une de ces fenêtres sur le grand Canada
est l'histoire de l'Église catholique canadienne¹, un regroupement à la fois
national et international d'hommes et de femmes dont le but avoué était de
proclamer et de témoigner de l'évangile.

Implantée sur les rives du Saint-Laurent au début du XVII^e siècle et enraci-
née en permanence en sol canadien et québécois, cette Église dite aujourd'hui
québécoise fut le moteur du développement et le lieu d'origine des ressources
humaines et financières pour un grand nombre des Églises catholiques du
Canada, de l'Atlantique au Pacifique en passant par le Grand Nord. En effet,
la majorité des Églises catholiques de l'Acadie, de l'Ouest, du Grand Nord et
de l'Ontario lui sont redevables de leur fondation, de leurs premiers mission-
naires, de leurs premiers évêques, des fonds d'émergence de leurs diocèses et
paroisses, et des nombreuses congrégations religieuses masculines et fémi-
nines qui y établirent les premiers hôpitaux, les premières écoles et les pre-
miers collèges et universités.

En effet, on peut même dire que la collectivité du Canada français fut
inventée et bâtie par l'Église catholique. Non pas que les coureurs de bois, les
voyageurs, les forestiers et les colons du Québec qui s'éparpillèrent à la gran-
deur du continent nord-américain l'aient fait au nom de l'Église! Cependant,
dès qu'une communauté émergeait en un endroit donné, le clergé catho-
lique² ne tardait pas à s'y implanter en fondant des missions, des écoles et des
hôpitaux. Ces clercs, le plus souvent francophones et d'origine québécoise³,

aidaient les groupes d'Autochtones, de Métis, de voyageurs ou de colons à prendre conscience de leur identité changeante, à l'exprimer, à s'organiser et à agir en conséquence. De là naquirent non seulement les institutions sociales comme les églises, les écoles, les collèges et les hôpitaux, mais aussi des journaux, des postes de radio, certaines entreprises commerciales, des associations ethniques et nationales et des mouvements populaires. C'est la traite des fourrures, l'industrie forestière, le creusage de canaux, la construction des chemins de fer, la disponibilité des terres et les emplois industriels qui amenèrent les Canadiens français à occuper les vastes espaces du Canada; mais ce furent bel et bien les ressources de l'Église catholique de la vallée du Saint-Laurent qui permirent d'évangéliser, de conscientiser et d'organiser cette population.

En cette fin du xx^e siècle, la bourrasque régionaliste récente a laissé peu de traces de cette histoire de l'Église canadienne francophone *a mari usque ad mare*. Les pages qui suivent se veulent une invitation à relire un chapitre de cette grande aventure religieuse et sociale, un chapitre qui fait voir, aussi sommairement soit-il⁴, tant l'ampleur de la geste de l'Église québécoise que son engagement ferme dans les mouvements de défense et de promotion de la langue française au Canada.

L'Église québécoise à la conquête d'un continent

En l'an 2004, il y aura 400 années bien comptées que les premiers agents officiels de l'Église catholique mirent pied en terre canadienne⁵. Sur le plan de l'encadrement politique, ces quatre siècles d'histoire se divisent en une première phase de gouvernement français (1604-1760), une deuxième phase de gouvernement anglais (1760-1867) et une troisième phase de gouvernement canadien (depuis 1867).

L'Église de la Nouvelle-France

Dès le début du régime français⁶, le clergé catholique imposa sa présence incontournable, le catholicisme étant la religion de l'État en France. Pendant que les congrégations et les ordres religieux⁷ masculins, tels les récollets, les jésuites et les sulpiciens, se chargeaient de fonder des missions auprès des Autochtones, des paroisses et des œuvres dans la colonie française, dès 1639, des congrégations féminines donnaient à la petite colonie des services sociaux tels que les écoles, les hôpitaux, les services aux pauvres et aux orphelins et la formation des jeunes filles.

En dépit de leur nombre restreint, ces agents de l'évangile rayonnaient à la grandeur du continent nord-américain. À partir de leur maison centrale à Québec, les récollets envoyèrent leurs évangélistes auprès des Autochtones de la rive nord du fleuve Saint-Laurent jusqu'à Tadoussac, ainsi qu'en Huronie sur la baie Georgienne où un des leurs — le père Joseph Le Caron — précéda Samuel de Champlain en 1615; c'est également le frère récollet Gabriel Sagard qui publia une description devenue classique des nations autochtones

qu'il rencontra lors d'un *Grand voyage au pays des Hurons* en 1623. Tout en maintenant une présence ténue en Acadie pendant une partie du XVII^e siècle et au-delà, à compter de leur retour au Canada en 1670⁸, les mêmes religieux furent souvent des aumôniers de garnisons militaires françaises du lac Ontario au Mississippi, ou compagnons de voyage de divers explorateurs tel Robert Cavelier de La Salle.

Pendant le régime français, les missionnaires les plus illustres furent sans aucun doute les hommes de la Compagnie de Jésus, ou jésuites. Ce grand ordre, fondé par Ignace de Loyola pendant la tourmente des réformes protestantes et catholiques du XVII^e siècle, devint pendant son premier siècle d'histoire l'ordre religieux masculin le plus puissant et le plus influent du monde catholique. Les premiers jésuites, les pères Pierre Biard et Énémond Massé, débarquèrent en Acadie en 1611; la destruction de leur poste missionnaire par un corsaire anglais dès 1613 ne fit qu'aiguiser leur appétit missionnaire.

Établis à Québec à compter de 1625, les jésuites eurent tôt fait de s'imposer comme les maîtres de l'Église canadienne de l'époque. Ils furent le seul ordre autorisé à revenir au Canada lorsque la France reprit la colonie des mains de l'Angleterre en 1632⁹. Dès leur retour, les jésuites entreprirent de fonder une importante mission au pays des Hurons, au cœur de l'Ontario d'aujourd'hui. Mettant à profit leurs importantes ressources humaines et financières, les jésuites investirent hommes et argent dans la mission de la Huronie à compter de 1634. Ils y construisirent le poste de Sainte-Marie (1639-1649) afin de servir de mission centrale pour toute la région du centre-sud de l'Ontario. Toutefois, les assauts répétés des Iroquois contre les Hurons allaient s'intensifier après 1640. Il en résulta non seulement la destruction de la nation huronne mais aussi la mise à mort de sept jésuites en plus d'un laïc engagé dans la même mission¹⁰. Ce sont ces huit hommes qui seront proclamés saints de l'Église par le Pape Pie XI près de 300 ans plus tard¹¹.

Cette débâcle fut scellée par l'abandon de la Huronie moribonde par les jésuites en 1650; elle marqua la fin du plus important effort missionnaire du régime français. Néanmoins, la Compagnie de Jésus continua à évangéliser, quoique à un rythme ralenti. En plus de diriger le collège de Québec (1635), les jésuites fondèrent en 1656 un autre poste missionnaire central, cette fois sur la rivière Oswego au sud du lac Ontario, au cœur du pays des Iroquois. La mission de Sainte-Marie de Gannentaha ne dura que deux années, les Français se voyant forcés d'abandonner la place en toute hâte quand un massacre général les menaça.

En dépit de ces deux échecs majeurs en une décennie, les jésuites ne lâchèrent pas prise. Pendant le reste du régime français, leurs hommes payèrent, portagèrent et marchèrent sur tous les points de la boussole de l'Acadie à la baie de James, en passant par l'Ontario, les prairies canadiennes, les États du Michigan et de l'Illinois, et le Mississippi. Le père Jacques Marquette, le fondateur de la mission Saint-Ignace à Michilimackinac (1671), accompagnait l'explorateur Louis Jolliet à la découverte du Mississippi en 1673. À

partir des années 1660 jusqu'au tournant du XVIII^e siècle, les pères René Ménard, Claude Allouez, Claude Dablon, Louis André, Gabriel Druillettes, Antoine Silvy, Jacques Marest, Henri Nouvel, Charles Albanel et plusieurs autres se donnèrent à l'évangélisation de la région des Grands Lacs, mais aussi à des voyages missionnaires à la baie James dans le Grand Nord. À la même époque, ils évangélisèrent les Amérindiens de la vallée du Mississippi, rejoignant après le tournant du siècle les nouveaux postes français de la Louisiane. La geste jésuite est constitutive de cet âge des héros et des martyrs.

D'autres religieux s'illustrèrent aussi pendant le régime français, quoique avec moins d'éclat que les jésuites. Ces divers groupes de clercs incluent les capucins, actifs en Acadie après 1630, et les prêtres du Séminaire de Québec qui furent chargés de missions en Acadie et sur la rivière Mississippi à compter de la fin du XVII^e siècle. Un groupe mieux connu fut celui des sulpiciens. Dès leur arrivée au Canada, les Messieurs de Saint-Sulpice firent de leur maison de Montréal le siège social d'une importante entreprise tant religieuse que commerciale. Ces prêtres séculiers qui avaient choisi de vivre en communauté regroupaient des hommes souvent exceptionnellement doués et nantis. Ils faisaient fructifier leurs talents et leur argent en fondant des écoles, en aidant les pauvres, en dirigeant des paroisses ainsi qu'en établissant des missions et en les soutenant. De plus, leur groupe était seigneur, ou propriétaire, de l'île de Montréal, en plus de jouir de la juridiction ecclésiastique exclusive sur le même territoire.

Le rôle missionnaire des sulpiciens est mal connu. Il faut savoir qu'ils fondèrent une mission à Quinte (Kenté), sur les rives du lac Ontario, pour desservir les Iroquois du coin. La mission dura de 1668 à 1680. Les sulpiciens furent aussi engagés, à compter de 1686, dans la desserte des Acadiens. Enfin, ce fut surtout grâce à leur rôle de directeurs du Grand Séminaire de Montréal, à compter de 1840, que les sulpiciens eurent une grande influence sur le clergé du Canada et, par conséquent, sur la direction de l'Église canadienne. En effet, jusqu'au début du XX^e siècle et au-delà, bon nombre des prêtres et évêques des divers diocèses du Canada furent formés au Grand Séminaire de Montréal; les liens d'amitié et de fraternité qu'ils y développèrent durèrent souvent toute leur vie. C'est dire que les Messieurs de Saint-Sulpice étaient bien renseignés et souvent consultés sur les affaires de l'Église canadienne d'un océan à l'autre.

Enfin, le rôle fondamental des communautés religieuses féminines en éducation, en soins de santé ainsi qu'en services aux pauvres et aux démunis est bien connu. À compter de l'arrivée des ursulines et des hospitalières de Québec en 1639, cinq congrégations de femmes se donnèrent aux services sociaux dans la colonie canadienne. Les ursulines de Marie de l'Incarnation fondèrent écoles et pensionnats pour jeunes filles; les filles séculières de Marguerite Bourgeois ou dames de la congrégation firent de même; les hospitalières de Québec fondèrent et dirigèrent l'Hôtel-Dieu de Québec (1639) en attendant d'essaimer et de fonder l'Hôpital général de Québec un demi-siècle plus

tard. Après que Jeanne Mance eut recruté des religieuses hospitalières pour l'aider à diriger l'Hôtel-Dieu de Montréal (1659), la veuve Marguerite d'Youville, suivie d'une poignée de compagnes, assumait la direction de l'Hôpital général de Montréal en 1747. C'était le début des sœurs de la charité de Montréal, ou sœurs grises.

La plupart de ces cinq congrégations de femmes fondées pendant le régime français jouèrent un rôle important dans l'expansion de l'Église canadienne. Un des premiers gestes posés par les missionnaires qui fondaient des Églises à la grandeur du Canada était d'y inviter des religieuses qui se chargeaient des écoles, des infirmeries et des hôpitaux. À cet égard, les sœurs de la charité de Montréal et les dames de la congrégation occupent la place d'honneur.

À la fin du régime français, l'Église du Canada, dirigée à partir de Québec et de Montréal, était à l'avant-scène des explorateurs et des bâtisseurs de la Nouvelle-France, colonie qui embrassait les deux tiers du continent nord-américain. La conquête anglaise de 1760 et la révolution américaine de 1775 eurent l'effet de restreindre les efforts missionnaires de l'Église canadienne à la partie nord du continent. Néanmoins, ce fut des rives du Saint-Laurent que partirent les missionnaires, hommes et femmes, qui fondèrent églises, écoles et hôpitaux en Ontario, dans l'Ouest et dans le Grand Nord.

L'Église sous le régime anglais

Pendant le siècle qui suivit 1760, l'Église canadienne s'employa dans un premier temps à survivre, dans un deuxième temps à surmonter les obstacles juridiques et politiques qui bloquaient son développement et, dans un troisième temps, à s'épanouir à la grandeur du pays, et ce, à une vitesse vertigineuse¹². Nous traiterons rapidement de l'histoire des deux premiers temps notés ci-dessus, car ce fut surtout pendant la dernière phase, celle de l'épanouissement, que l'Église s'implanta au cœur des communautés francophones de l'Atlantique au Pacifique. Le coup d'envoi de cet épanouissement fut la reconnaissance officielle par le gouvernement britannique, en 1815, à la fois de l'existence de l'évêque catholique de Québec et du droit de l'Église catholique de subdiviser l'unique diocèse de Québec et de nommer d'autres évêques dans les nouveaux diocèses qui seront créés.

Pendant la deuxième moitié du régime britannique, soit de 1815 à 1867, l'Église catholique fut en pleine expansion. Puisque cette Église était quasiment toute canadienne-française dans ses fidèles, son clergé, son idéologie et son gouvernement, son rayonnement continental fut le reflet fidèle de cette même réalité, même si bon nombre de clercs venus d'Europe, de France en particulier, donnèrent des sons de cloche différents.

L'Église de l'Acadie avait été décimée par la déportation des Acadiens entre 1755 et 1763, un geste barbare posé par le gouvernement britannique, en particulier par le gouverneur Charles Lawrence de la Nouvelle-Écosse. Les prêtres qui desservaient les paroisses acadiennes de la Nouvelle-Écosse

furent parmi les premiers arrêtés par les troupes britanniques. C'était en août 1755. Dès lors, il ne restait qu'une poignée de prêtres réfugiés avec les fugitifs acadiens dans les forêts du Nouveau-Brunswick. Eux aussi eurent tôt fait de disparaître.

Le rétablissement de la paix par le traité de Paris de 1763 n'amena que de très modestes consolations aux Acadiens des Maritimes, dont quelques centaines¹³ retournèrent dans leur pays après avoir subi la déportation. L'évêque de Québec leur envoya un prêtre ou l'autre à compter de 1767; par la suite, les clercs actifs dans la région des Maritimes constituèrent un collage d'individus d'origines nationales diverses. Ils vinrent d'Irlande et d'Écosse surtout, en compagnie de groupes de colons, mais aussi de France¹⁴ et du Canada. En effet, la relance de l'Acadie et de son Église attendit la fin du XIX^e siècle.

Lors de la création des colonies du Bas-Canada (Québec) et du Haut-Canada (Ontario) par la subdivision de la Province de Québec en 1791, l'Ontario ne comptait qu'une seule paroisse catholique de langue française, celle de l'Assomption (Windsor)¹⁵. Il y avait là un prêtre en résidence depuis 1767, nommé par l'évêque de Québec. Dans la foulée de l'immigration croissante vers l'Ontario à compter de la guerre de l'Indépendance américaine (1775-1783), une série de colonies loyalistes, écossaises ou irlandaises surgirent dans le Haut-Canada, amenant par le fait même la fondation de paroisses catholiques. L'évêque de Québec qui eut juridiction sur ce territoire jusqu'en 1826, y nommait les prêtres qu'il avait à sa disposition, lesquels incluaient des Canadiens, des Irlandais, des Écossais et des Français.

L'abbé Alexander Macdonell, immigré d'Écosse en 1804, fut le premier responsable de cette Église du Haut-Canada, d'abord à titre de vicaire général de l'évêque de Québec (1804-1820), ensuite comme évêque auxiliaire (1821-1826), et enfin comme évêque résidentiel (1826-1840) du nouveau diocèse de Kingston, premier diocèse de l'Ontario. Les francophones étaient plutôt rares dans son diocèse, seule la paroisse de l'Assomption s'affichant française, quoique bon nombre de Canadiens français fussent éparpillés dans les divers postes le long du haut Saint-Laurent et des Grands Lacs.

Il en fut tout autrement après le décès de M^{gr} Macdonell en 1840. C'est alors que les Canadiens français du Québec migrèrent en nombre croissant vers la Nouvelle-Angleterre et l'Ontario. Il en résulta la naissance d'un grand nombre de villages et de colonies canadiennes-françaises dans l'Est de l'Ontario surtout, mais aussi dans le Sud-Ouest, et enfin dans le Nord-Est de la province.

Compte tenu du besoin de prêtres dans ces nouvelles communautés et de la piètre qualité de certains prêtres immigrés d'Europe, les évêques du Canada, et en particulier les évêques de Montréal et de Québec, recommandèrent la nomination d'évêques francophones bilingues dans les nouveaux diocèses qui étaient créés en Ontario, et ce, en dépit du fait que la majorité des fidèles catholiques dans tous ces diocèses était anglophone. Ainsi, le plus

ancien diocèse, celui de Kingston (1826), eut comme deuxième évêque M^{gr} Rémi Gaulin (1840-1857). Le diocèse de Toronto (1841), érigé à même la partie ouest du diocèse de Kingston, eut comme évêque fondateur M^{gr} Michael Power (1841-1847), d'origine canadienne-irlandaise mais prêtre du diocèse de Montréal où il s'était francisé. Le diocèse de Bytown (Ottawa), érigé en 1847, fut confié au missionnaire oblat français Joseph-Eugène Guigues (1847-1874), tandis que celui de London (1856) reçut M^{gr} Pierre-Adolphe Pinsonneault (1856-1866) comme évêque fondateur. Des cinq nominations épiscopales faites pendant les décennies 1840 et 1850, seule la nomination de l'évêque fondateur du diocèse de Hamilton (1856) fut celle d'un anglophone irlandais, M^{gr} John Farrell (1856-1873).

Pendant cette période, les évêques du Canada firent en sorte que la direction de l'Église de l'Ontario fût confiée à des francophones bilingues. Ainsi, à la fin du régime anglais, la direction épiscopale des Églises catholiques de l'Ontario affichait un visage nettement francophone ou francophile. Il en fut de même des communautés religieuses établies en Ontario pendant la même période. À quelques exceptions près, les religieux et religieuses provenaient du Québec ou de la France. Deux des plus importantes congrégations masculines étaient celles des jésuites et des oblates.

Neuf jésuites étaient venus à Montréal en 1842 à la demande de M^{gr} Ignace Bourget. Leur supérieur, le Français Jean-Pierre Chazelle, choisit de se déplacer vers l'Ontario l'année suivante, unissant ses efforts à ceux de deux collègues jésuites, les Français Pierre Point et Jean-Pierre Choné, qui s'y rendaient pour donner suite à l'invitation que M^{gr} Michael Power de Toronto avait adressée au supérieur général des jésuites. Ces missionnaires prirent en charge la paroisse de l'Assomption à Windsor et, à partir de là, ils fondèrent diverses missions auprès des Autochtones de l'île Walpole, de l'île Manitoulin et du Centre-Nord de l'Ontario.

Les missionnaires oblates de Marie-Immaculée vécurent une expérience analogue. D'abord venus de France au Canada en 1841 en réponse à l'invitation adressée par M^{gr} Ignace Bourget de Montréal à leur supérieur général, M^{gr} de Mazenod, les oblates avaient lancé des missions de prédication dans les Cantons de l'Est du Québec, dans la vallée du Saguenay et dans l'immense vallée de la rivière des Outaouais (1843) où ils évangélisaient Autochtones, forestiers et colons. Quand les évêques du Canada recommandèrent la fondation d'un diocèse dans la vallée de l'Outaouais (1846) avec siège épiscopal à Ottawa, ils élirent le supérieur des oblates au Canada, le père Guigues, comme candidat de premier choix. Pendant ses vingt-six années d'épiscopat, M^{gr} Guigues veilla à renforcer tant son diocèse que sa congrégation religieuse en amenant plusieurs oblates à Ottawa et en y fondant divers établissements religieux, sociaux et scolaires. La très grande majorité de ces oblates étaient des francophones, qui venaient surtout de France pendant les premières années, mais aussi du Québec par la suite. Même si certaines institutions fondées par ces religieux étaient bilingues, il reste que ces derniers

eurent un effet déterminant sur la promotion du français dans l'Église ontarienne où ils œuvraient.

Chez les femmes, trois des cinq congrégations fondées lors du régime français essaimèrent à l'extérieur du Québec pendant les dernières décennies du régime anglais. Les hospitalières de Saint-Joseph qui dirigeaient l'Hôtel-Dieu de Montréal se chargèrent de fonder l'hôpital Hôtel-Dieu de Kingston (Ontario), en 1845, tandis que les filles de Marguerite Bourgeois s'installèrent à Ottawa en 1863, la première d'une série de fondations hors Québec pendant les décennies suivantes. La plus engagée de ces congrégations fut sans aucun doute celle des sœurs de la charité de l'Hôpital général de Montréal. En effet, répondant à l'invitation pressante des évêques Joseph-Norbert Provencher et Alexandre Taché de Saint-Boniface, et de Joseph-Eugène Guigues d'Ottawa, appuyés de M^{gr} Bourget de Montréal, les filles de madame d'Youville fondèrent des maisons à Ottawa (1845) et aux quatre coins du Nord-Ouest : Saint-Boniface (1844), Lac Sainte-Anne (1859) et Saint-Albert (1863), Île-à-la-Crosse (1860), Lac-la-Biche (1862) et Providence sur le fleuve Mackenzie (1867). Elles y fondèrent pensionnats, écoles, infirmeries et hôpitaux, jetant les bases de systèmes scolaires et de services de santé qui perdurent aujourd'hui.

Néanmoins, les années du Canada-Uni (1841-1867) furent celles de nombreuses nouvelles fondations de congrégations religieuses de femmes au Canada, au Québec en particulier¹⁶; plusieurs de ces nouvelles équipes d'évangélistes fondèrent des maisons à la grandeur du territoire canadien. Par le fait même, ces jeunes femmes¹⁷ s'associaient aux missionnaires, oblats surtout, pour devenir les fondatrices des nombreuses Églises catholiques du Canada.

Les membres de la congrégation des sœurs de la Providence, fondée par la veuve Émilie Tavernier-Gamelin à Montréal en 1843 pour le secours des pauvres, des orphelines et des femmes âgées et infirmes, eurent tôt fait de se faire connaître comme des agents de charité pour tous les nécessiteux, les malades inclus. Ces dames furent présentes en Orégon dès 1856, avant d'entreprendre des œuvres dans l'Ouest et en Ontario par la suite.

La congrégation des Sœurs des saints noms de Jésus et de Marie fut fondée à Longueuil en 1844 par Eulalie Durocher, qui prit le nom religieux de mère Marie-Rose. Ces religieuses étaient vouées à l'éducation de la jeunesse. La congrégation fut présente en Orégon dès 1859, en attendant de fonder une académie à Windsor en 1867 et d'essaimer plus tard vers d'autres centres de la diaspora francophone canadienne, des centres comme Winnipeg (1874), Saint-Boniface (1898) et Pointe-de-l'Église en Nouvelle-Écosse (1891).

Les sœurs de la Miséricorde furent à leur tour fondées à Montréal en 1848 par une autre veuve, Rosalie Cadron-Jetté. La nouvelle congrégation était vouée aux soins des filles-mères — des personnes ostracisées dans la société de l'époque. Dans les décennies qui suivirent, les sœurs de la Miséricorde

fondèrent ou assumèrent la direction tant de crèches que d'hôpitaux généraux en divers endroits du Canada, à Ottawa et à Edmonton entre autres.

Les sœurs de Sainte-Anne furent fondées en 1850 à Vaudreuil, près de Montréal, par Esther Sureau, qui prit le nom religieux de mère Marie-Anne. La nouvelle congrégation était vouée à l'enseignement, en particulier à la fondation et à la direction de petites écoles pour les enfants des campagnes. Dès 1858, les filles de Sureau se rendirent à Victoria, sur la côte du Pacifique, où elles inaugurèrent un apostolat par l'enseignement qui dure encore aujourd'hui. En effet, les sœurs de Sainte-Anne eurent tôt fait de s'établir comme la plus importante congrégation enseignante en Colombie-Britannique et en Alaska, où elles travaillèrent en étroite collaboration avec les missionnaires. Par la suite, elles dirigèrent aussi des écoles dans l'Est de l'Ontario.

Même si certaines autres congrégations religieuses s'implantèrent au Canada français hors Québec avant 1867, par exemple les sœurs du Bon Pasteur à Ottawa (1866), les congrégations notées ci-dessus assumèrent le gros du fardeau de l'évangélisation par les œuvres sociales. Ce sont sur ces bases que les évangélistes qui suivirent bâtirent une Église canadienne-française remarquable par l'ampleur et la diversité de ses engagements.

L'Église sous le régime canadien (1867-1998)

Lors de l'inauguration du nouveau régime constitutionnel en 1867, l'Église canadienne était implantée partout sur le territoire, de l'Atlantique au Pacifique en passant par le Grand Nord. De plus, le nombre croissant d'immigrants venus d'Europe était accompagné d'une augmentation exceptionnelle du nombre de clercs, de religieux et de religieuses au Québec. Il en résulta la multiplication rapide des missions, paroisses, diocèses et œuvres diverses dirigées par les nombreux instituts religieux d'hommes et de femmes. Cette main-d'œuvre cléricale majoritairement québécoise était renforcée par d'importantes recrues venues d'Europe, de la France en particulier.

Ainsi, pendant le demi-siècle qui suivit 1867, l'Église du Canada français, tant du Québec que d'ailleurs, reçut d'importants renforts cléricaux. Le plus souvent, la majorité de ces hommes et de ces femmes était québécoise, mais le régiment de missionnaires oblats qui œuvrèrent dans le Nord et l'Ouest du Canada avant l'année 1900 fit exception à la règle. En effet, plus de la moitié de ces 273 hommes étaient d'origine européenne, 138 d'entre eux étant d'origine française. Par contre, la grande majorité des femmes religieuses fut toujours d'origine canadienne, c'est-à-dire québécoise.

Or, pendant ces mêmes décennies qui suivirent la Confédération, l'immigration au Canada était presque exclusivement celle d'anglophones ou de gens qui choisirent l'anglais comme langue d'adoption. Les seules régions canadiennes qui accueillirent un nombre important de francophones furent certaines régions de l'Ontario, soit l'Est, le Sud-Ouest et le Nord-Est de la province. Le nombre d'Acadiens augmentait surtout en raison de la revanche des berceaux, et non en raison de l'immigration francophone, tandis que les

prairies canadiennes n'héritèrent que de groupes restreints d'immigrants francophones, en dépit d'efforts répétés de la part des agents ecclésiastiques en vue d'y attirer Québécois, Français et Belges.

C'est dire que, exception faite du Québec et des régions de l'Ontario signalées ci-dessus, après 1867 la population des provinces canadiennes devint de plus en plus anglophone. Par contre, pendant ces mêmes années, les diocèses de l'Église catholique au Canada étaient souvent dotés d'un clergé francophone, que ce soit en Colombie-Britannique, dans les prairies canadiennes, dans le Nord, en Ontario ou au Nouveau-Brunswick. Ce contraste linguistique et culturel entre clercs et laïques résulta en une polarisation entre catholiques francophones d'une part, et anglophones d'autre part, tant clercs que laïques, et ce, partout où les deux groupes étaient en présence.

Ainsi, tous les évêques des prairies canadiennes, sans exception, étaient francophones jusqu'à la nomination de John T. McNally au siège de Calgary en 1913, comme l'étaient la grande majorité des clercs de la région. L'augmentation rapide du nombre et du pourcentage de fidèles anglophones et la baisse proportionnelle du pourcentage de fidèles francophones firent en sorte qu'un certain nombre de fidèles anglophones toléraient de moins en moins la présence de clercs francophones, même si ces derniers les desservaient en anglais.

Par conséquent, en divers endroits des prairies canadiennes, on revendiqua de plus en plus souvent un droit de veto ou d'approbation de diverses nominations ecclésiastiques. On demanda la création de diocèses ou de collèges de langue anglaise séparés des diocèses et des collèges bilingues ou de langue française. Lors de la vacance d'un siège épiscopal, on préparait des pétitions et on faisait des représentations auprès des autorités romaines en vue d'obtenir la nomination de successeurs anglophones. Il en était de même en certains diocèses où l'on revendiquait la création de paroisses homogènes anglaises séparées de la paroisse bilingue existante. De tels conflits menèrent à la nomination de John T. McNally au siège de Calgary, en 1913; il était le premier évêque anglophone des prairies canadiennes. Des contestations semblables provoquèrent la division du diocèse de Saint-Boniface et la création du diocèse de Winnipeg, en 1915, ainsi que la nomination de successeurs anglophones aux évêques francophones des diocèses de Regina, d'Edmonton et de Prince Albert entre autres¹⁸.

En Ontario, en dépit des nominations d'évêques anglophones dans les diocèses majoritairement de langue anglaise comme Toronto, Kingston, Hamilton et London, le nombre d'évêques de langue française augmenta au tournant du xx^e siècle, à mesure qu'on créait de nouveaux diocèses dans les régions nouvellement occupées par les Canadiens français. Ce fut le cas pour le vicariat apostolique du Pontiac (1882) devenu diocèse de Pembroke (1898), pour le vicariat apostolique de Témiscamingue (1908) devenu diocèse de Haileybury (1915) puis de Timmins (1938), et pour le vicariat apostolique de Hearst (1920) promu au rang de diocèse en 1938. Trois nouveaux évêques

francophones en Ontario s'ajoutaient donc à l'archevêque d'Ottawa¹⁹. L'invasion francophone menaçait.

Les tensions ethnolinguistiques allaient éclater en Ontario autour de nominations épiscopales dans les diocèses mixtes au plan ethnolinguistique. En effet, les diocèses d'Ottawa, de London, de Sault Ste-Marie et d'Alexandria (Cornwall) devinrent des pommes de discorde entre catholiques francophones et anglophones qui s'en donnèrent à cœur joie pendant le premier quart du xx^e siècle²⁰.

En Acadie, le clergé anglophone avait établi son hégémonie sur les Églises catholiques de la Nouvelle-Écosse, de Terre-Neuve, et de l'Île-du-Prince-Édouard, mais les Acadiens pesaient de plus en plus lourd au Nouveau-Brunswick où le nombre d'Acadiens francophones augmentait visiblement tout au cours du xix^e siècle. Ces derniers résolurent de se ressaisir dans la décennie 1880; ils fondèrent alors une association nationale, ils se donnèrent un drapeau et un hymne national et décidèrent d'occuper toute la place qui leur revenait dans leur société. Or, ces nombreux Acadiens n'avaient pas un seul évêque francophone pour diriger leur vie catholique. De peine et de misère, ils réussirent à en obtenir un en 1912. Ce fut aussi en dépit de la résistance de certains clercs anglophones que les Acadiens furent dotés de collègues et finalement d'une université de langue française²¹.

Dans les prairies canadiennes, en Ontario et en Acadie, les années 1880 à 1930 furent une période de prise de conscience d'identités régionales francophones, en raison des dures luttes que ces groupes francophones eurent à mener contre des majorités anglophones et des gouvernements provinciaux qui cherchaient à faire disparaître les communautés canadiennes-françaises et acadiennes. C'est l'Église catholique canadienne-française qui, à partir de ses bases québécoises, donna le leadership, l'encadrement, les ressources financières et institutionnelles ainsi que le personnel qui permirent de contrer cet assaut, tout en jetant les fondations de communautés canadiennes-françaises dynamiques et permanentes dans le Nord-Ouest, en Ontario et en Acadie. Cette Église dirigée par un clergé canadien-français, le plus souvent d'origine québécoise, bâtissait non seulement églises, écoles, collèges, universités et hôpitaux, mais elle possédait parfois des journaux, des postes de radio, et même des chemins de fer, des bateaux à vapeur et des scieries. Elle veillait à la fondation et animait gratuitement les diverses associations nationales vouées à la défense et à la promotion de la langue française, lesquelles furent plus souvent qu'autrement portées à bout de bras par le clergé jusque dans la décennie 1960.

Conclusion

Tout compte fait, le Canada français fut inventé et bâti par l'Église catholique. En d'autres termes, une fois que les francophones furent sur les lieux dans les diverses régions du Canada, c'est l'Église qui fournit les hommes et les femmes qui se chargèrent d'évangéliser ces nouvelles communautés, de

les conscientiser sur leurs identités diverses, de les aider à fonder diverses associations pour la défense et la promotion de leurs droits et de leurs intérêts, et de les amener à établir les institutions nécessaires. L'Église assura la fondation et la direction de presque toutes les institutions communautaires au service des francophones hors Québec, et ce, jusqu'à la décennie 1960. À titre d'exemple, un prêtre oblat servit gratuitement de secrétaire général de l'Association canadienne-française de l'Ontario pendant son premier demi-siècle d'existence, pendant qu'un de ses collègues fut longtemps directeur général du journal *Le Droit*, quotidien d'Ottawa qui fut fondé en 1913 et qui était la propriété des oblats.

De plus, l'Église communiqua l'idéologie qui présidait à ces nombreuses fondations et œuvres, une idéologie de résistance, de survivance, de défense et de promotion à la fois de la langue et de la culture canadiennes-françaises et de la foi chrétienne catholique. Aucune autre institution sociale, publique ou privée, n'a joué un rôle aussi important pour la défense et la promotion des francophones du Canada, de l'Atlantique au Pacifique.

Les raisons qui présidèrent à ce profond engagement de l'Église en faveur des communautés canadiennes-françaises et acadiennes furent diverses. Il y avait surtout le souci primordial et perpétuel d'évangéliser, la raison d'être même de l'Église; or l'évangélisation passe toujours par la solidarité avec les besoins les plus importants du groupe à évangéliser. Le clergé francophone, surtout canadien-français, savait instinctivement que l'engagement en faveur de la langue et de la culture canadiennes-françaises et acadienne était la condition *sine qua non* d'une évangélisation réussie. Il s'y engagea à fond de train; rares furent les clercs qui s'y refusèrent.

Cet engagement de l'Église catholique en faveur des francophones du Canada fut une histoire de solidarité à l'échelle nationale. Cette histoire fait voir le rayonnement d'une Église québécoise dynamique et tournée vers l'autre; elle fait voir le rôle central joué par cette Église québécoise dans le développement de l'Église canadienne, la force de celle-ci étant redevable en bonne partie au dynamisme et à la générosité de celle-là. De plus, cette histoire montre à l'évidence qu'on ne peut expliquer l'une de ces Églises que par l'autre, car les congrégations, les diocèses, le clergé, les fidèles, en somme la religion des Canadiens français ne peut se comprendre qu'en passant par celle des Québécois, et vice versa.

NOTES

1. Les pages qui suivent sont fondées en partie sur les recherches et publications de l'auteur au

cours de plus de vingt-cinq années. Certains de ces travaux sont signalés ci-dessous.

2. L'auteur utilise le mot «clergé» dans son sens large, lequel inclut les religieuses et les religieux

qui ne font pas partie du clergé au sens restreint du terme.

3. Pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle, les missions du Nord et l'Ouest du Canada ont fait exception à cette règle, car la majorité des hommes missionnaires de la région provenaient de la France.

4. Des contraintes d'espace empêchent l'auteur de développer le sujet davantage.

5. L'abbé Nicolas Aubry et un compagnon faisaient partie de la première colonie en Acadie fondée par Pierre du Gua de Monts.

6. L'auteur a publié une synthèse de l'histoire religieuse de la Nouvelle-France. Voir Robert Choquette, « French Catholicism Comes to the Americas », dans Charles Lippy et al., *Christianity Comes to the Americas*, New York, Paragon House, 1992, p. 131-242. Les paragraphes qui suivent y renvoient.

7. L'auteur utilise les mots « ordre », « congrégation » et « institut » de façon interchangeable, même s'ils ont une signification distincte au plan canonique. Il y inclut aussi les Messieurs de Saint-Sulpice qui constituent un regroupement de prêtres séculiers et non de religieux.

8. Les récollets étaient absents du Canada depuis 1629 en raison d'une politique du gouvernement français qui interdisait leur retour.

9. La France perdit la colonie lors de la prise de Québec en 1629 par les frères Kirke dont les navires battaient pavillon anglais.

10. Le poste de Sainte-Marie a été reconstruit par le gouvernement de l'Ontario. Aujourd'hui on peut le visiter et y voir une capsule d'histoire ressuscitée.

11. Le 29 juin 1930, Pie XI coiffa du titre de « saints » sept jésuites et un donné, ou engagé laïc. Le donné était Jean de La Lande. Les

jésuites étaient les pères Gabriel Lalemant, Jean de Brébeuf, Isaac Jogues, Antoine Daniel, Noël Chabanel, Charles Garnier et le frère René Goupil.

12. Pour une histoire générale des Églises chrétiennes au Canada, voir Terrence Murphy et al., *A Concise History of Christianity in Canada*, Toronto, Oxford University Press, 1996.

13. On estime à un peu plus de 2 000 le nombre d'Acadiens présents en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick en 1771.

14. Un prêtre français bien connu, l'abbé Sigogne, œuvra à Pointe-de-l'Église, en Nouvelle-Écosse, pendant la première moitié du XIX^e siècle. Sur Sigogne, voir les travaux de Gérald Boudreau.

15. La mission de l'Assomption (1742) fut à l'origine une desserte de la paroisse Sainte-Anne du Détroit, sise sur la rive ouest de la rivière Détroit qui les séparait.

16. Pas moins de onze nouvelles fondations de congrégations religieuses de femmes eurent lieu au Québec pendant ces années. Voir Guy Laperrière, *Les congrégations religieuses. De la France au Québec 1880-1914*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, p. 46-47.

17. Le plus souvent, les religieuses envoyées fonder de nouvelles missions étaient dans la vingtaine.

18. Au sujet de ces conflits ethno-linguistiques dans les diocèses des prairies canadiennes, voir les publications suivantes de l'auteur : « English-French Relations in the Canadian Catholic Community », dans Terrence Murphy (dir.), *Creed and Culture*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1993, p. 3-24 ; « Adélard Langevin et l'érection de l'archidiocèse de Winnipeg », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 28, n° 2, 1974, p. 187-207 ; « Olivier-Elzéar Mathieu et l'érection du diocèse

de Régina, Saskatchewan », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 45, n° 1, 1975, p. 101-116 ; « Problèmes de mœurs et de discipline ecclésiastique chez les catholiques des prairies canadiennes : 1900-1930 », *Histoire sociale/Social History*, 1975, p. 102-119 ; « John Thomas McNally et l'érection du diocèse de Calgary », *Revue de l'Université d'Ottawa*, vol. 45, n° 4, 1975, p. 401-416.

19. Le siège d'Ottawa fut toujours doté d'un titulaire francophone, exception faite de la période 1910-1922 alors que M^{sr} Charles Hugh Gauthier était archevêque. L'anglais était la langue principale de Gauthier.

20. Voir les ouvrages suivants de l'auteur : *Langue et religion. Histoire des conflits anglo-français en Ontario*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1977 ; *L'Église catholique dans l'Ontario français du dix-neuvième siècle*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 1984 ; *La foi gardienne de la langue en Ontario, 1900 à 1950*, Montréal, Les Éditions Bellarmin, 1987 ; *De la controverse à la concorde*, Ottawa, Éditions de l'Interligne, 1990.

21. Anselme Chiasson, « Le clergé et le réveil acadien (1864-1960) », *Revue de l'Université de Moncton*, février 1978, p. 29-46 ; Martin S. Spigelman, « Race et religion : les Acadiens et la hiérarchie catholique irlandaise du Nouveau-Brunswick », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 29, n° 1, 1975, p. 69-85 ; Léon Thériault, « L'Acadianisation de l'Église catholique en Acadie, 1763-1953 », dans Jean Daigle (dir.), *Les Acadiens des Maritimes : études thématiques*, Moncton, Centre d'études acadiennes, 1980, p. 293-369 ; Léon Thériault, « Les origines de l'archevêché de Moncton : 1835-1936 », *Les Cahiers*, Société historique acadienne, octobre-décembre 1986, p. 111-132.